



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 13 novembre 2008)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI): Bonjour Mesdames et messieurs. Bienvenue à ce point de presse hebdomadaire que je vais commencer par l'*Opération Transport*. Vous savez, depuis quelques semaines, nous avons lancé l'*Opération Transport* en mettant à disposition de la Commission Electorale Indépendante (CEI), des véhicules et des chauffeurs de l'ONUCI. Mardi, nous avons débuté la phase des taxis, toujours avec le même objectif d'appuyer le processus d'identification et de recensement électoral. Les 13 communes du district d'Abidjan sont couvertes. L'ONUCI assure le transport du matériel et des agents d'identification. Comme je vous l'ai dit, c'est le deuxième volet de notre accompagnement. Le premier volet avait consisté en l'affectation d'une trentaine de véhicules et de chauffeurs. L'*Opération Transport* vise à renforcer la mobilité et les capacités de la Commission Electorale Indépendante dans la mise en œuvre et le suivi de l'Identification.

Dans le cadre de son soutien permanent, l'ONUCI participera, dans les prochains jours, au transport du matériel d'identification en direction de Toulepleu, Soubré, Zouan-Houyien et Danané.

L'ONUCI va également apporter un appui matériel au Centre de coordination de l'Identification installé à la Primature depuis hier. C'est là une bonne initiative qui doit être encouragée.

Le deuxième point est entre le sport et l'humanitaire. Les Nations Unies et l'école de tennis de Blockhaus organisent samedi et dimanche prochains un tournoi de tennis de charité à l'Hôtel Ivoire. Les compétitions commencent à partir de 8 heures. Les fonds collectés iront aux enfants de l'école de tennis de Blockhaus. Voilà mesdames et messieurs, ce que j'avais pour vous en introduction. Si vous avez des questions, je vous prie de vous identifier en indiquant votre nom et votre organe de presse.

K Parfait (Soir Info) : La date des élections vient d'être reportée. Je voudrais savoir si cela ne va pas avoir un impact négatif sur l'appui financier de la communauté internationale à la Côte d'Ivoire.

HT : Je ne peux pas parler au nom de la communauté internationale. J'espère que l'appui de la communauté internationale va rester intact. En ce qui concerne l'ONUCI, nous sommes entrain d'étudier les décisions qui ont été prises pour nous ajuster, nous adapter à la nouvelle situation car comme vous l'avez-dit, l'élection n'aura plus lieu le 30 novembre mais à une date ultérieure. Ce que je peux dire, en revanche, en ce qui concerne l'ONUCI, c'est que nous allons continuer notre appui pour que d'abord l'opération d'identification et de recensement électoral soit une réussite. Ensuite, pour qu'également, l'une des raisons principales de notre présence ici c'est-à-dire l'élection présidentielle puisse se tenir dans les meilleures conditions et dans les meilleurs délais. Voilà ce que je peux vous dire.

Lassina Sermé (Africa N-1- APA News) : Je voudrais abonder dans le même sens que mon collègue de Soir Info. Récemment, le Représentant spécial s'est inquiété devant le Conseil de sécurité quant aux reports successifs des élections de Côte d'Ivoire. Ce report vient d'être confirmé par le dernier CPC. Est-ce qu'aujourd'hui encore, vous réitérez cette inquiétude, cette préoccupation quant au report des élections en Côte d'Ivoire ? C'est le premier volet de ma question. Le second volet est d'ordre militaire. En début de semaine, vous avez lancé une formation à l'endroit de 80 policiers ivoiriens. Pouvez-vous nous expliquer ce choix parce qu'il y a un Centre de Commandement Intégré qui regroupe les deux forces. Pourquoi n'avoir pas choisi de former les éléments de cette force conjointe ?

HT : Vous savez que le Représentant spécial a présenté le 18^{ème} rapport du Secrétaire général des Nations Unies devant le Conseil de sécurité et à cette occasion, on a discuté de la situation en Côte d'Ivoire. Il y a eu une résolution [1842], mais aussi une *Déclaration présidentielle* qui appelait les acteurs ivoiriens à tout faire pour que le processus d'identification d'abord puisse se dérouler normalement, c'est-à-dire de manière un peu accélérée parce qu'il y a avait eu des inquiétudes comme vous l'avez dit, mais également encourager les Ivoiriens à tenir des élections bien organisées à partir du printemps prochain. C'était une suggestion et si j'ai bien lu le communiqué du CPC, celui-ci a bien dit que c'était une approche intéressante qui serait prise en compte dans la fixation des dates. Maintenant il faudra attendre. Je ne peux pas préjuger de ce qui sera fait mais encore une fois, nous allons tout faire pour que l'opération d'identification et surtout de recensement électoral qui doit conduire à l'élection soit menée de façon diligente mais appropriée, de manière claire mais également de manière rapide, selon naturellement les moyens que nous comptons mettre à disposition. Et si vous avez écouté mon introduction, j'ai parlé de l'*Opération Transport*. C'est parce que nous nous sommes rendu compte que les défis logistiques étaient apparus un peu plus étendus dans leur magnitude que ce qui avait été prévu et pour ne pas laisser tout à la charge de nos partenaires ivoiriens, nous avons décidé d'appuyer en fournissant les véhicules, en louant des taxis, mais également en équipant un peu le centre qui vient d'être créé à la primature pour permettre le déroulement accéléré des opérations. Maintenant, votre question sur la police n'est pas militaire. C'est dans le cadre de notre appui. Nous avons formé régulièrement les policiers ivoiriens, nous avons également formé 600 policiers pour les Forces Armées des Forces Nouvelles. C'est dans le cadre de la coopération et de l'appui à la police ivoirienne pour qu'elle soit encore plus performante, plus professionnelle, plus au service des populations. Parce qu'il ne s'agit pas seulement d'un appui technique. Il y a des appuis en matière des droits de l'homme, la protection de l'enfance. Nous avons également organisé des formations pour la sécurité et la sûreté de l'aéroport au profit des policiers ivoiriens. C'est dans ce cadre qu'il faut situer cela et c'est un appui qui va continuer.

Lassina Sermé (Africa N-1- APA News) : Par rapport au défi logistique, l'ONUCI s'était dite disposée à transporter le matériel de la Sagem et à ce jour, il semble que les 6000 valises de la Sagem ne sont pas encore arrivées en Côte d'Ivoire. Qu'en est-il exactement ? A ce jour quel est le chiffre des valises transportées par l'ONUCI.

HT : Nous avons fait une seule opération dans le transport du matériel électoral. C'était le 10 août 2008. 1500 valises que nous avons transportées de l'Europe vers la Côte d'Ivoire. C'est la seule opération que nous avons conduite en ce qui concerne les valises de la Sagem. Quant à la première partie de la question, il ne m'appartient pas de répondre à la place de la Sagem, mais les informations que j'ai ne correspondent pas à vos inquiétudes.

Paulin Zobo (Fraternité Matin) : *Je voudrais savoir si l'ONUCI a déjà produit une déclaration depuis la réunion du CPC le 10 novembre. Deuxièmement, c'est vrai que vous avez un peu parlé du défi logistique mais je voudrais quand même que vous fassiez une analyse par rapport au déroulement de l'opération d'identification et d'enrôlement depuis son lancement le 15 septembre. Comment vous appréciez l'opération en dehors des problèmes des défis logistiques dont vous parliez tantôt. Troisième question a trait à l'aspect financement. Il a été relevé pendant les négociations à Ouagadougou que les questions de financement constituent un obstacle majeur à la bonne avancée du processus. Alors, qu'est ce que l'ONUCI fait en matière de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds.*

HT : Nous n'avons pas fait de déclaration. Nous ne faisons pas de déclaration sur ce genre de réunion. Vous avez eu le CEA [Comité d'Evaluation et d'Accompagnement] et le CPC, mais en général, nous ne faisons pas de déclarations. Deuxième chose, le défi financier, pour nous c'était le bouclage du financement du processus électoral qui avait été obtenu, et le Premier ministre l'avait dit, vers la mi-juillet 2008 à Séguéla. Le financement du processus électoral a été bouclé. Peut-être qu'il s'est agi des décaissements qui ont connu certaines lenteurs, mais ce n'est pas une remise en cause du tout du bouclage du financement. Parce que si j'ai bien compris le communiqué du CPC, on parle de financer les autres volets de la sortie de crise. Mais en ce qui concerne le processus électoral, il est bouclé. La communauté internationale n'a pas changé d'avis en ce qui concerne l'appui. Je pense que Parfait m'avait posé la question au début. La communauté internationale n'a pas changé d'avis. Elle va continuer son appui, elle a certainement besoin d'un calendrier précis pour justifier son intervention et rendre cette intervention plus efficace. C'est ce que je peux vous dire sur ce point. Maintenant, sur l'identification, nous avons déjà déploré les lenteurs, pas dues heureusement à des questions ou des excuses politiques ou basées sur une volonté politique d'obstruer le processus, mais surtout, à des défis logistiques dont l'envergure a dépassé toutes nos attentes. Mais, il ne suffit pas seulement d'être dépassé par les défis logistiques, il faut y faire face pour les relever, il faut les surmonter. C'est ce que nous sommes entrain d'aider les Ivoiriens à faire.

Ka Parfait (Soir Info) : *Je voudrais demander au Porte-parole militaire de nous faire un point de la situation militaire. Deuxièmement, courant novembre-décembre dernier, le Commandant de la Force de l'ONUCI, le Général Marcel Fernand Amoussou, avait dit, à la suite des Accords complémentaire de l'Accord Politique de Ouagadougou que ses troupes allaient être réarticulées sur le terrain. Le report des élections va-t-il modifier la présence des forces sur l'ensemble du territoire ?*

HT : Non !mais je vais donner la parole au chef d'escadron Othmane Al Abaddan....

Othmane Al Abaddan (Porte-parole militaire-ONUCI) : Bonjour mesdames et messieurs. Pour répondre à votre question, pour le redéploiement de la force, il a déjà été effectué et s'est adapté à la nouvelle situation. Pour le moment il n'y a rien de nouveau ; juste un report de l'élection et les positions de la force sont toujours les mêmes et sont adaptées à la situation actuelle. Il n'ay aura pas de changement pour le moment. Toutes les activités en ce qui concerne le désarmement des activités menées par la force continuent de façon normale. Les chiffres exacts, je peux vous les apporter plus tard, pour ce qui est du bilan global des activités de la force.

Ka Parfait (Soir Info) : *Je voudrais savoir comment se passe la sécurisation de la frontière ivoiro-libérienne avec l'ONUCI et la MINUL. Je pose ma*

question en rapport avec le mécontentement d'une milice, le MODEL, qui a exprimé son mécontentement à travers la presse.

OAA : Donc, en ce qui concerne la sécurisation des frontières ivoiriennes avec le Libéria, il y a des réunions périodiques avec des représentants de la MINUL et une concertation permanente pour répondre en cas de besoin, aux mouvements des rebelles au niveau de la frontière.

HT : Il y a aussi des patrouilles conjointes. Vous êtes au courant. Pour répondre à votre question de manière un peu plus longue, j'ai dit non mais je dois quand même préciser que le dispositif et l'effectif des forces de l'ONUCI dépendent du mandat qui lui est assigné. Jusqu'à présent nous avons le même mandat, le même effectif, donc il n'y a pas de changements comme vous l'a confirmé le chef d'escadron. Très bien, merci beaucoup. Merci d'être venus et on se rencontre jeudi prochain

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole,
Tél. : +225-06203317 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-06203320
Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>